

*Ils nous avaient
promis la paix*

Opérations de l'ONU et
populations locales

Béatrice Pouligny



SCIENCES PO

LES PRESSES

Extrait de la publication

ACADÉMIQUE

Ils nous avaient promis la paix

*Opérations de l'ONU
et populations locales*

Ils nous avaient promis la paix

*Opérations de l'ONU
et populations locales*

Béatrice Pouligny

Catalogage Électre-Bibliographie (avec le concours des Services de documentation de la FNSP)

Ils nous avaient promis la paix. Opérations de l'ONU et populations locales / Béatrice Pouligny – Presses de Sciences Po, 2004. – (Collection académique.)
ISBN 2-7246-0947-6

RAMEAU :

- Nations unies : Forces armées
- Nations unies : Assistance humanitaire
- Maintien de la paix

DEWEY :

- 341.7 : Droit international public – Coopération internationale en vue de la sécurité et de la défense des États

Public concerné : Public universitaire et professionnel

SCIENCES PO
LES PRESSES

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée).

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

© 2004, PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

ISBN - version PDF : 9782724681581

Table des matières

| | |
|--|-----|
| <i>Remerciements</i> | 7 |
| <i>Liste des sigles</i> | 10 |
| <i>Carte et figures</i> | 13 |
| <i>Introduction</i> | 15 |
| Chapitre 1 L'ONU ENTRE GUERRE ET PAIX | 25 |
| • Les nouvelles formes du maintien de la paix | 25 |
| • Les visions internationales de la guerre et de la paix | 39 |
| • La géographie locale des opérations de l'ONU | 55 |
| Chapitre 2 LES DIFFÉRENTS VISAGES DES POPULATIONS LOCALES | 71 |
| • La sphère des entrepreneurs politiques, militaires et économiques | 74 |
| • Les sociétés civiles locales | 99 |
| • Ces « locaux » qui travaillent pour l'ONU | 121 |
| Chapitre 3 LE FACE À FACE <i>PEACEKEEPERS</i> - SOCIÉTÉS LOCALES : LOGIQUES ET EFFETS | 133 |
| • Les différentes interprétations du mandat d'une opération de paix | 133 |
| • L'(in)capacité des missions à mettre en œuvre leurs mandats | 164 |
| • Des <i>peacekeepers</i> perdus dans des environnements complexes | 184 |
| Chapitre 4 L'INTERVENTION ET LA SOUVERAINETÉ VUES D'EN BAS | 199 |
| • L'historicité de la relation à l'extérieur | 200 |

| | |
|---|-----|
| • Les figures de l'intervention | 207 |
| • Les facteurs de mobilisation contre l'ONU | 217 |
| • Les notions de légitimité et d'impartialité redéfinies par le local | 227 |
| Chapitre 5 LES STRATÉGIES DES ACTEURS LOCAUX | 237 |
| • Ce que cherchent les interlocuteurs de l'ONU | 238 |
| • Des rapports de force très volatils | 268 |
| • Ni indifférentes ni apathiques, pourquoi les communautés locales se protègent des <i>peacekeepers</i> | 287 |
| Chapitre 6 COMMENT L'ONU PRÉTEND GAGNER LA PAIX | 292 |
| • Les risques des démocraties de façade | 294 |
| • L'ineptie politique de certains programmes de reconstruction économique | 302 |
| • Les ambiguïtés de la fonction de maintien de l'ordre des <i>peacekeepers</i> | 306 |
| • Ce qu'oublie les programmes de justice et réconciliation | 317 |
| Conclusion | 329 |
| Bibliographie sélective | 337 |
| Index | 351 |

Remerciements

Cet ouvrage rend compte des principaux résultats d'une recherche conduite dans le cadre d'une thèse de doctorat en science politique. Au-delà, il est le fruit de plus de quinze années d'expériences dans des pays déchirés par la violence et la guerre, sous toutes leurs formes. Nombreux sont ceux que j'ai croisés en chemin et qui ont accompagné les quelques réflexions que j'ai tenté de retranscrire à travers ces pages. À commencer par ceux qui m'ont accueillie parmi eux, guidée à la rencontre de leur pays et fait partager un peu de leur histoire ; tous ceux avec lesquels l'échange a bien souvent dépassé les mots. Dans la méditation des églises, des temples ou des pagodes, dans les longues heures passées dans des bus et camions bondés, sur les routes boueuses et défoncées, dans les montagnes ou dans les plaines, dans ces quartiers où l'on m'avait juré qu'il ne fallait surtout pas s'aventurer, dans les dédales des corridors des bidonvilles, au long des veillées joyeuses ou tristes. Dans les discussions sur les marchés, ou autour du feu, en apprenant auprès d'autres femmes les recettes de leur quotidien, en famille, autour des repas partagés. Dans les échanges, des heures durant, lors de ces journées électorales qui n'en finissaient pas, dans des endroits du bout du monde. Dans l'attente... J'ai souvent appris à écouter d'autres silences, d'autres regards, d'autres gestes. Il me reste aussi la douleur – intacte – du départ de tant d'amis, l'horreur de toutes ces morts anonymes, violentes, aberrantes... Ce puzzle d'images et de sensations n'a cessé de m'animer tout au long de l'écriture de ces pages, comme n'ont cessé de m'habiter les visages, les attitudes, souvent aussi les intonations de voix de chacun de ceux qui m'avaient accordé des « entretiens », comme l'on dit, y compris de ceux avec lesquels l'exercice fut des plus difficiles (et il y en eut !). Je n'oublie pas tous les témoins et acteurs des missions onusiennes qui – tout en souhaitant souvent préserver leur anonymat – m'ont fait partager leur expérience et, pour certains, ont mis à ma disposition documentation et archives personnelles. Qu'ils en soient sincèrement remerciés. Au-delà des doutes, des difficultés, des frustrations, leur parole témoignait de la dimension humaine fondamentale de ces missions, dans leurs accomplissements comme dans leurs failles.

J'ai bénéficié de nombreux échanges, riches et variés, avec des chercheurs s'intéressant aux Nations unies et au maintien de la paix en

général : Mats Berdal, Barbara E. Harrell-Bond, Chip Carey, Simon Chesterman, Elizabeth Cousens, Donald C.F. Daniel, Michael W. Doyle, Tom Farer, Jeffrey Herbst, Mark Hoffman, David Holiday, Ian Johnstone, David Malone, Craig Murphy, Michael Pugh, Robert Rubinstein, Oliver Richmond, Benjamin Rivlin, Adam Roberts, Nicholas Sims, Andy Smith, Jack Spence, Bill Stanley, Thomas G. Weiss, Sandra Whitworth, Marie-Joëlle Zahar ainsi que différents collègues de l'Academic Council for the United Nations System (ACUNS). Je dois une mention particulière aux historiens, sociologues, anthropologues, économistes et linguistes, spécialistes des différents pays, qui m'ont fait bénéficier de leur connaissance et de leur attachement souvent passionné au « terrain », comme l'on dit. Outre leur disponibilité, je leur sais gré de la confiance qu'ils m'ont témoignée. Merci à Natalija Basic, Xavier Bougarel, Michel Cahen, Soizic Crochet, Hector Dada, Alain Daniel, Marcel Djama, Maurice Eisenbruch, Christian Geffray (✠), Rafael Guidos Véjar, Raoul Marc Jennar, Christian Lechervy, Fabienne Luco, Roland Marchal, Marie-Alexandrine Martin, Christine Messiant, Véronique Nahoum-Grappe, Gérard Prunier, Alain Rouquié, Roberto Turcios, Lionel Vairon, Knut Walter. Merci également aux nombreuses personnes qui, connaissant, à des titres très divers, les pays sur lesquels a porté cette recherche m'ont fait bénéficier de leur expérience et de leurs contacts sur place. Je suis également reconnaissante à ceux qui m'ont aidée à franchir le pont avec d'autres disciplines, en particulier Roberto Beneduce, Bernard Doray, Boris Cyrulnik, Max Pagès et Françoise Sironi pour leurs réflexions de psychologues et de psychiatres. Merci aux participants du groupe de recherche transdisciplinaire sur la construction de la paix après un crime de masse que j'ai animé avec Jacques Sémelin, au Centre d'études et de recherches internationales (CERI-Sciences Po), en 2001-2002.

Merci à Patrice Mitrano et Roberto Gimeno de l'atelier de cartographie de l'Institut d'études politiques de Paris qui m'ont aidée à confectionner les cartes, ainsi qu'à Dana Mason, Luke Patey et Gregory Cales pour leur aide à la mise en place du site internet lié à cet ouvrage.

Les enquêtes de terrain ainsi que celles menées aux États-Unis et au Royaume-Uni n'auraient pu l'être sans le soutien de la Fondation nationale des sciences politiques, la Fondation pour les études de défense, la direction de la Coopération scientifique et technique du ministère français des Affaires étrangères ainsi que la Fondation Albert-Mayer pour le progrès de l'homme. Merci à tous ceux qui, à travers ces institutions, m'ont fait confiance.

Les collègues qui ont suivi ce travail depuis ses origines m'ont été d'un grand soutien, à commencer par mon directeur de thèse, Bertrand Badie, ainsi que Christophe Jaffrelot et Christian Lequesne, directeurs du CERI. Merci également, pour leurs commentaires et encouragements à différentes étapes de la recherche, à François Constantin, Yves Daudet, Jean-Luc Domenach, Pierre Hassner, Jean Leca, Denis-Constant Martin, Javier Santiso, Marie-Claude Smouts, ainsi qu'à Alain Dieckhoff et Graziella Niang pour leur relecture attentive du manuscrit. Merci aux responsables du Centre d'analyse et de prévision (CAP) du ministère des Affaires étrangères et de la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) du ministère de la Défense qui, en sollicitant mon expertise sur les opérations de paix, m'ont permis de traduire les résultats de mes recherches en termes opérationnels. Une mention spéciale à David Malone et à ses collègues de l'International Peace Academy pour m'avoir très régulièrement invitée à discuter de ces questions avec des représentants du Secrétariat de l'ONU et des États membres, à New York. Merci aussi pour leur accueil et leur disponibilité. Je n'oublie pas les étudiants avec lesquels j'ai travaillé au sein des Instituts d'études politiques de Paris et de Lille et dans différentes universités étrangères, ainsi que les responsables d'ONG, hauts fonctionnaires, diplomates et militaires de différents pays auprès desquels j'ai assuré des sessions de formation. Ils m'ont permis de poursuivre différemment le dialogue engagé sur les divers terrains et ont fini de me convaincre, s'il en était encore besoin, de l'impératif de penser la diversité et la complexité de notre monde.

Enfin, tous ceux qui, au fil des années, ont su être présents, y compris à distance, particulièrement dans les moments les plus douloureux, savent ce que je leur dois. Christophe Almy et Olivier Nief, Marie-Cécile et Vanguelis Bricas, Anne-Sophie Boisgallais, Nelly Dupin, Sonia Duque, Carol Guy-James, Geneviève Herrgott, Anne Lacour, Anne et Philippe Lavigne-Delville, David Morgant, Florence Meunier, Daniel Urrutia Balutansky, Frère Antoine... Merci d'avoir été là.

J'ai ainsi été beaucoup accompagnée tout au long de cette recherche. Je n'en reste pas moins seule responsable de ce que j'ai essayé, non sans mal, d'en transcrire.

Liste des sigles

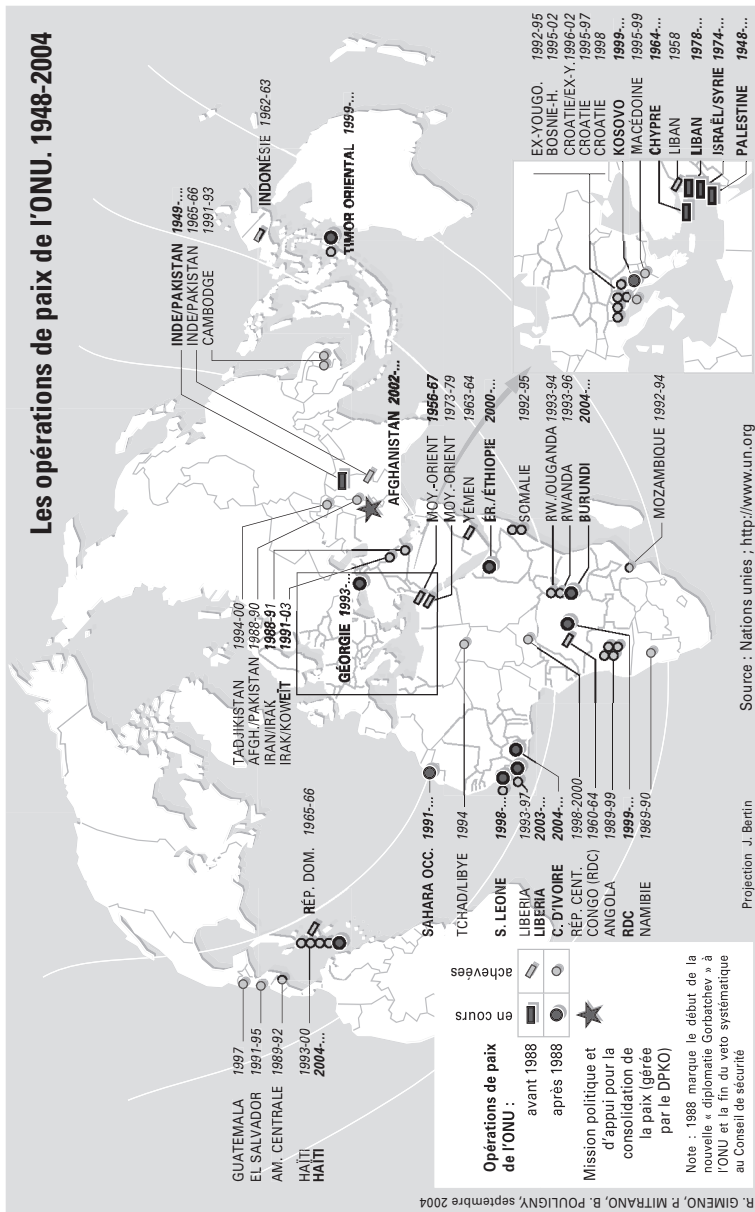
| | |
|------------|--|
| ACABQ | Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions (assemblée générale de l'ONU) |
| ADEFAES | Asociación de Desmovilizados de la Fuerza Armada / Association des démobilisés de la force armée (El Salvador) |
| ADHOC | Association des droits de l'homme du Cambodge |
| AMODEG | Associação Moçambicana dos Desmobilizados de Guerra / Association des démobilisés de guerre (Mozambique) |
| ANKI | Armée nationale du Kampuchea indépendant / branche armée du FUNCINPEC (Cambodge) |
| APRONUC | Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge |
| ARENA | Alianza Republicana Nacionalista (parti de droite, El Salvador) |
| ASEAN | Association des nations du Sud-Est asiatique |
| CICR | Comité international de la Croix-Rouge |
| (UN)CIVPOL | Policiers civils de l'ONU |
| CNS | Conseil national suprême (Cambodge) |
| COPAZ | Commission de consolidation de la paix (El Salvador) |
| DPA | Department of Political Affairs (Secrétariat de l'ONU) |
| DPI | Department of Public Information (Secrétariat de l'ONU) |
| DPKO | Department of Peace-Keeping Operations (Secrétariat de l'ONU) |
| ECOMOG | Economic Community of West African States Monitoring Group / Force ouest-africaine d'interposition (CEDEAO) |
| ECOSOC | Conseil économique et social (ONU) |
| ERP | Expresión Renovadora del Pueblo / (ex-Ejercito Revolucionario del Pueblo, El Salvador) |
| FADH | Forces armées d'Haïti |
| FAES | Forces armées salvadoriennes |
| FANLPK | branche armée du Front national de libération du peuple khmer (Cambodge) |
| FINUL | Force intérimaire des Nations unies au Liban |
| FMI | Fonds monétaire international |
| FMLN | Frente Farabundo Marti de Liberación Nacional (El Salvador) |
| FNCD | Front national pour le changement et la démocratie (Haïti) |
| FNLPK | Front national de libération du peuple khmer (Cambodge) |
| FORPRONU | Force de protection des Nations unies (ex-Yougoslavie) |
| FPL | Fuerzas Populares de Liberación (El Salvador) |
| FRAPH | Front révolutionnaire pour le progrès d'Haïti |
| FRELIMO | Frente da Libertação do Moçambique |
| FUNCINPEC | Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, paisible et coopératif (sihanoukiste) |
| FUNDAPAZ | Fondation pour la paix (El Salvador) |
| GANUPT | Groupe d'assistance des Nations unies pour la période de transition (Namibie) |

| | |
|-----------|---|
| HCR | Haut Commissariat aux réfugiés (ONU) |
| HDZ | Communauté démocratique croate (Bosnie-Herzégovine) |
| HVO | Conseil de défense croate (Bosnie-Herzégovine) |
| ICITAP | International Criminal Investigation Training and Assistance Program (département de la Justice, États-Unis) |
| IFOR | Implementation Force / force d'application (Bosnie-Herzégovine) |
| KFOR | Force internationale au Kosovo |
| KID | Konfederasyon Inite Demokratik (Haïti) |
| KID | Khmer Institute of Democracy (Cambodge) |
| KONAKOM | Comité national du congrès des mouvements démocratiques (Haïti) |
| LICADHO | Ligue cambodgienne pour la promotion et la défense des droits de l'homme |
| MANUH | Mission d'appui des Nations unies en Haïti |
| MBO | Organisation musulmane bosniaque (Bosnie-Herzégovine) |
| MICIVIH | Mission civile en Haïti (ONU / OEA) |
| MINUHA | Mission des Nations unies en Haïti |
| MINUBH | Mission des Nations unies en Bosnie-Herzégovine |
| MINUK | Mission des Nations unies pour l'administration intérimaire du Kosovo |
| MINUSAL | Mission des Nations unies à El Salvador |
| MIPONUH | Mission de police des Nations unies en Haïti |
| MIPRENUC | Mission préparatoire des Nations unies au Cambodge |
| MITNUH | Mission de transition des Nations unies en Haïti |
| MNF | Multinational Force (Haïti) |
| OCI | Organisation de la conférence islamique |
| OEA | Organisation des États américains |
| OIM / OMI | Office des migrations internationales |
| ONG | Organisation(s) non gouvernementale(s) |
| ONGI | Organisation(s) non gouvernementale(s) internationale(s) |
| ONU | Organisation des Nations unies |
| ONUC | Opération des Nations unies au Congo |
| ONUCA | Groupe d'observateurs des Nations unies en Amérique centrale |
| ONUMOZ | Opération des Nations unies au Mozambique |
| ONUSAL | Opération des Nations unies au Salvador |
| ONUSOM | Opération des Nations unies en Somalie |
| ONUSV | Bureau de vérification des Nations unies au Salvador |
| ONUVEH | Observateurs des Nations unies pour la vérification des élections en Haïti |
| OPL | Oganizasyon Politik Lavalas (Haïti) / Organisation du peuple en lutte (à partir de la rupture avec Aristide, en 1997) |
| OSCE | Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe |
| OTAN | Organisation du traité de l'Atlantique nord |
| OUA | Organisation de l'unité africaine |
| PANPRA | Parti nationaliste progressiste révolutionnaire haïtien |

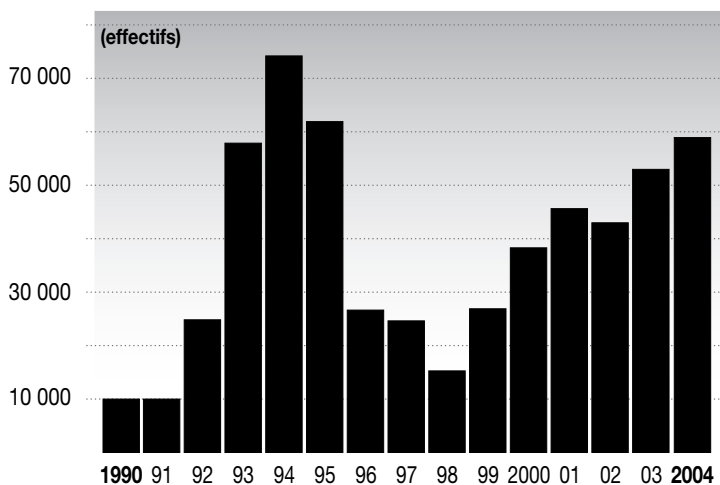
| | |
|--------------------|--|
| PBLD | Parti bouddhiste libéral démocratique (créé par l'ex-FNLPK, Cambodge) |
| PDL | Parti démocrate libéral (créé par l'ex-FANLPK, Cambodge) |
| PKD | Parti du Kampuchéa démocratique (Khmers rouges, Cambodge) |
| PLB | Pati Louvri Baryè (Haïti) |
| PNC | Policia nacional civil (El Salvador) |
| PNUD | Programme des Nations unies pour le développement |
| PPC | Parti du peuple cambodgien (communiste) |
| RENAMO | Resistencia Nacional Moçambicana (Mozambique) |
| SDA | Parti de l'action démocratique (parti nationaliste « musulman », Bosnie-Herzégovine) |
| SDS | Parti démocratique serbe (Bosnie-Herzégovine) |
| SFOR | Stabilization Force / Force de stabilisation (Bosnie-Herzégovine) |
| SNA | Somali National Alliance |
| SNF | Somali National Front |
| SNM | Somali National Movement |
| TKL | Ti Kominote Legliz (mouvement des communautés de base, Haïti) |
| UDAPAZ | Unidad de aplicación de los acuerdos de paz (El Salvador) |
| UNBRO | United Nations Border Relief Operation / (camps de réfugiés à la frontière Cambodge-Thaïlande) |
| UNESCO | Organisation des Nations unies pour l'éducation, les sciences et la culture |
| UNFICYP | United Nations Force in Cyprus |
| UNICEF | Fonds des Nations unies de secours d'urgence à l'enfance |
| UNITAF | United Task Force (Somalie) |
| UNTAC ¹ | United Nations Transitional Authority in Cambodia |
| USC | United Somali Congress |
| VNU | Volontaire(s) des Nations unies |

1. Au cours des entretiens, mes interlocuteurs se sont le plus souvent référés à cet acronyme en anglais, de préférence au français APRONUC ; il a donc été maintenu dans certaines transcriptions.

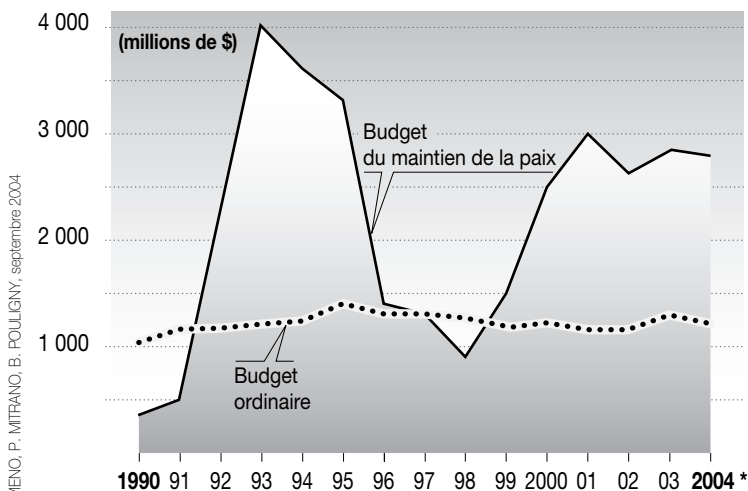
Carte et figures



Total des troupes déployées dans les missions de la paix de l'ONU 1990-2004



Budget du maintien de la paix et budget ordinaire de l'ONU 1990-2004



R. GIVENO, P. MITRANO, B. POULIGNY, septembre 2004

Source : ONU

* n'inclut pas les budgets proposés pour l'ONUCI et MINUSTAH

Introduction

PEL PREUK HAT PRANE

RÔ SEIRL BOEUK LANE

LÔ NGEIK CHOL BAR

Le matin, on fait de l'exercice

L'après-midi, on conduit la voiture

Le soir on rentre au bar

P hnom Penh, novembre 1995. À l'évocation de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC), acronyme désignant la mission de paix de l'ONU qui s'est retirée du pays deux ans plus tôt, les enfants cambodgiens fredonnent encore cette petite chanson, modèle de balancement poétique, dans la grande tradition lyrique cambodgienne. Leurs parents ne manquent pas d'anecdotes pour se remémorer ces UNTAC¹ aux comportements « bizarres » et dont ils n'ont toujours pas compris ce qu'ils étaient « vraiment » venus faire dans leur pays. Leurs récits ressemblent étrangement à ceux recueillis, quelques semaines plus tôt, à El Salvador, pays où l'on parle de la mission onusienne sous l'appellation de *Vacaciones Unidas* (vacances unies), jeu de mots que l'on doit à un quotidien d'extrême droite hostile à la présence onusienne mais qui fut largement repris par tout un chacun. À ce jeu de la dérision, les populations des pays où sont déployées des opérations de paix de l'ONU rivalisent d'imagination pour baptiser les « casques bleus ». En leur temps, les Bosniaques eurent leurs « Schtroumpfs »... La « bizarrerie des Blancs » (*Blan yo dwòl*, répètent ainsi les Haïtiens) suscite, partout, les mêmes interrogations et des récits de mise à distance aux ressorts similaires. Le spectacle des soldats onusiens faisant leur *jogging* ou vaquant à leurs occupations nocturnes constitue, à ce titre, l'un des registres les plus répandus. Ces railleries cachent souvent bien des frustrations, comme en témoignaient, le 31 janvier 2001, des habitants de Freetown, en Sierra Leone, qui dénonçaient sur les ondes d'une radio locale des casques bleus arrogants, roulant trop vite et passant leur temps

1. Équivalent anglais de l'acronyme de la mission par lequel les Cambodgiens la désignent, ainsi que ses membres.

à la plage, comme s'ils étaient en vacances... Ailleurs, le débarquement plus ou moins spectaculaire des forces onusiennes emporte la faveur incontestable des plus jeunes, jurant avoir assisté à un spectacle digne des superproductions hollywoodiennes. À Port-au-Prince, en septembre 1994 (lancement de l'opération *Restore Democracy*), comme à Mogadiscio, en décembre 1992 (opération *Restore Hope*), le déploiement de la machine américano-onusienne, sous le feu des projecteurs et devant les journalistes venus couvrir l'événement, a laissé des souvenirs insolites qui provoquent l'hilarité de leurs conteurs.

Ces images et récits évoquent un pan entier de l'histoire qui n'a pas encore été conté. La lecture de l'abondante littérature parue ces dernières années sur les opérations de paix surprend, par le peu d'attention généralement accordée, au-delà du sensationnel ou de l'anecdote, à la façon dont ces missions sont vécues par les différentes composantes des sociétés concernées². De fait, lorsqu'on interroge des acteurs politiques et sociaux dans des pays où ces missions ont été déployées au cours des dernières années, tous soulignent que c'est la première fois que leur avis est sollicité. En proposant une lecture locale de l'histoire récente du maintien de la paix, ce livre contribue à combler ce manque.

Ce projet est né de mon expérience comme acteur ou témoin de plusieurs opérations de paix de l'ONU engagées au cours de la décennie 1990. Sur le terrain, comme beaucoup d'observateurs, j'ai souvent été frappée par l'ampleur apparente de ces interventions, leur fréquente superficialité mais aussi la multiplicité des voies par lesquelles leur histoire s'écrivait au quotidien, souvent loin des projecteurs de l'actualité. C'est que la nature de ces opérations a radicalement évolué au regard du cadre classique du maintien de la paix³. Les missions actuelles déployées depuis la fin des années 1980 – qualifiées de polyvalentes (*multidimensional* ou *multifunctional missions*) – impliquent bien plus les intervenants dans la restructuration d'ordres politiques internes, touchant, de fait, aux aspects essentiels de l'organisation des sociétés concernées mais aussi aux valeurs qui les fondent. L'organisation de processus électoraux, la promotion des droits de l'homme et de la société civile sont des exemples des tâches imputées à ces missions, alors que certaines d'entre elles prennent en charge des pans entiers de l'administration des pays

2. Cette absence est également frappante dans le rapport du panel de haut niveau mis en place par le secrétaire général de l'ONU sur les opérations de paix, dit « Rapport Brahimi » (A/55/305 – S/2000/809, 17 août 2000).

3. Pour cette raison, je me réfère ici à la désignation générique d'opérations de paix.

concernés. Sans présumer de la réaction que de telles interventions peuvent provoquer, on peut penser qu'elles concernent, potentiellement du moins, de larges composantes des sociétés considérées. De surcroît, à des moments où se renégocient des éléments essentiels de l'articulation entre l'ordre politique et l'ordre social. Le fait que ces missions se déploient plus largement à travers les pays (et non plus seulement aux frontières ou le long de lignes de confrontation, comme dans les missions classiques) contribue à élargir la gamme des acteurs avec lesquels elles sont directement en relation. La plupart sont désormais des civils. Et lorsqu'il s'agit de groupes armés, ils ne correspondent que très partiellement aux schémas classiques d'armées régulières. Enfin, le contexte social et politique local est souvent caractérisé par un fort degré d'atomisation, un affaiblissement des structures de médiation et un poids accru des acteurs dominés. Selon la très juste formule de Steven R. Ratner, « le nouveau maintien de la paix est un phénomène fluide⁴ » et requiert une meilleure prise en compte des processus locaux dans lesquels il s'inscrit.

Cette évolution impose de prendre des distances vis-à-vis des approches classiques qui continuent à dominer les études de sécurité internationale et tendent à faire de l'intervenant une espèce d'acteur unique qui affronterait des « obstacles » humains, naturels ou écologiques dans l'accomplissement de sa mission. L'interaction entre les missions de l'ONU et les sociétés locales demeure largement abordée, dans la littérature existante, à travers des catégories globales, homogènes, statiques. Pourtant, sur le terrain, les clivages de type amis/ennemis, civils/militaires n'ont pas toujours grand sens. Les militaires engagés dans les opérations de paix cherchent parfois en vain des armées constituées, une hiérarchie, des officiers avec lesquels discuter. Même lorsqu'ils identifient l'apparence de telles structures, une partie des logiques qui gouvernent ces groupes y échappent largement. Une proportion non négligeable des combattants n'a plus grand-chose en commun avec la figure du soldat ou même celle du guérillero. Quant aux populations civiles réduites par la logique humanitaire au statut de « victimes » passives ou neutres, elles s'affirment, au moins partiellement, comme des acteurs authentiques, continuant à faire des choix politiques, à signaler des préférences, voire à prendre des engagements.

Les rares études qui ont tenté de prendre en compte ces dimensions locales, ont souvent enfermé les groupes sociaux dans des comporte-

4. Steven R. Ratner, *The New UN Peacekeeping. Building Peace in Lands of Conflict after the Cold War*, New York, *St Martin's Press*, 1995, p. 24.

ments figés. La référence fréquente au « degré d'acceptation ou de rejet immédiat par la population locale⁵ », la crainte des militaires de finir par être perçus comme des forces d'occupation, sont révélatrices de cette approche, de même que la focalisation sur la figure du « fauteur de troubles » (*spoiler*) ou du « seigneur de guerre » (*warlord*)⁶. La pratique du terrain invite pourtant à penser l'hétérogénéité, la pluralité des logiques sociales qui coexistent, au même moment, avec leurs rythmes et leurs références propres. Elle oblige à penser l'interaction entre les membres des missions onusiennes et les populations locales en termes pluriels et dynamiques.

Intervenir dans un pays dans le cadre d'une opération de paix signifie se retrouver imbriqué, d'une manière ou d'une autre, dans un enchevêtrement d'actions et de réactions qu'il faut essayer d'appréhender et de gérer au mieux. Cela suppose que l'on se donne les moyens de comprendre les logiques propres aux différents groupes d'acteurs et leurs représentations. Pour ce faire, ma démarche s'est résolument inscrite dans la lignée de la sociologie compréhensive en cherchant à me placer au plus près du point de vue des acteurs locaux. L'objectif n'était pas de retracer *exactement* ce qui se passait ou s'était passé – un tel exercice était impossible – mais de *prendre au sérieux la façon dont les individus et les groupes que je rencontrais avaient compris et expliqué, subjectivement et empiriquement, leur interaction avec les missions onusiennes*. La sociologie compréhensive se place dans la perspective du sens et propose d'entrer dans la subjectivité de l'autre, dans cet effort de décentrement, comme nous y a invités le philosophe Paul Ricoeur, pour essayer de « comprendre l'autre » de l'intérieur. Aussi ai-je prêté attention tant au

5. *Tel était le critère de la seule enquête de ce type menée sur une mission classique, dans la bande de Gaza : John Galtung, Ingrid Eide, « Some Factors Affecting Local Acceptance of a UN Force : a Pilot Project Report from Gaza », dans John Galtung (ed.), Peace, War and Defence. Essays in Peace Research, Copenhagen, vol. 2, 1976, p. 240-263. On le retrouve dans plusieurs documents d'orientation préparés par les administrations des États membres contributeurs en troupes ; le « degré d'acceptation ou de rejet immédiat par la population locale » est fréquemment cité comme une clé du succès ou de l'échec d'une mission et il apparaît comme une préoccupation centrale des gouvernements occidentaux. Source : documents du Foreign Policy Studies Program aux États-Unis, du Foreign Office en Grande-Bretagne et des ministères des Affaires étrangères et de la Défense, en France, consultés à titre confidentiel.*

6. Cf. Stephen John Stedman, « Spoiler Problems in Peace Process », *International Security*, 22 (2), automne 1997, p. 5-53 ; William Shawcross, *Deliver Us from Evil : Warlords and Peacekeepers in a World of Endless Conflict*, Londres, Bloomsbury, 2000.

quotidien des populations qu'à celui des missions de paix de l'ONU. Une telle exploration nécessite un détour par les imaginaires et les processus institutionnels et sociaux qui façonnent les univers dans lesquels évoluent les uns et les autres et peuvent aider à comprendre leurs comportements.

Cette analyse est basée sur un matériau empirique original rassemblé lors d'enquêtes approfondies à El Salvador, au Cambodge et en Haïti et d'autres plus légères réalisées au cours de missions en Somalie, au Mozambique et en Bosnie-Herzégovine⁷. Des références sont également faites aux expériences plus récentes de l'ONU au Guatemala, au Kosovo, au Timor Oriental, en Sierra Leone, en République démocratique du Congo et en Afghanistan. Abondantes et diversifiées, les sources utilisées comptent plus de quatre cents entretiens réalisés dans des villages et des bidonvilles jusqu'aux lieux de pouvoir national et international, ainsi que des milliers de pages d'archives et de documents de nature très diverse collectés sur les différents terrains⁸. Tous les entretiens individuels ont été réalisés sous une forme semi-directive alors que les entretiens de groupes ont été conduits sous une forme non-directive ; ils ont fait l'objet d'un traitement spécifique. Dans plusieurs pays, j'ai assisté à des débats sur la présence onusienne, organisés par des organisations étudiantes, de droits de l'homme, de quartiers ou de paysans. J'ai également multiplié les occasions d'entretiens informels, sous une forme non directive, afin de vérifier certains aspects de l'enquête (tenant, en particulier, aux représentations des missions dans la mémoire collective). Réalisés dans la rue, sur les marchés, dans les bus et les camions de transport, le long des routes, au fil des veillées, ces contacts – j'en suis convaincue – en ont parfois dit autant que des entretiens plus formels. Ils m'ont permis de m'approcher au plus près de la subjectivité de mes interlocuteurs. Dans certains cas, ils constituèrent la seule possibilité de rencontrer, sous couvert d'anonymat, d'anciens militaires ou membres de groupes armés, des chefs de villages, des médiums et guérisseurs... Sauf

7. *Les missions concernées sont les suivantes : Organisation des Nations unies à El Salvador (ONUSAL), Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC), Mission des Nations unies en Haïti (MINUHA) suivie de trois autres missions (MANUH, MITNUH, MIPONUH), Organisation des Nations unies en Somalie (ONUSOM), Organisation des Nations unies au Mozambique (ONUMOZ), Force de protection des Nations unies en Bosnie-Herzégovine (FORPRONU).*

8. *Des dossiers concernant les différentes missions ainsi qu'une liste complète des sources (dont la liste des entretiens) sont consultables à l'adresse internet suivante : <http://www.ceri-sciences-po.org/cherlist/poulligny/index.htm>*

exception (là où ma connaissance des langues locales était insuffisante), j'ai réalisé les entretiens sans intermédiaire. J'ai effectué un travail spécifique avec des collègues linguistes et anthropologues, spécialistes des pays concernés, afin de repérer les différents niveaux de langage utilisés par mes interlocuteurs, les références éventuelles à des concepts extérieurs à la langue, leur plus ou moins grande intégration dans la langue locale... J'ai ensuite systématiquement procédé à des vérifications, lors d'entretiens non-directifs, en particulier de groupes.

Dans cette perspective, j'ai eu recours à des outils alternatifs. Par exemple en intégrant à l'analyse différentes formes d'expressions culturelles habituellement utilisées hors de la sphère politique mais qui, dans certaines circonstances, du fait de leur importance symbolique, avaient été « investies » d'une charge politique spécifique. Peintures murales et refrains composés pour le Carnaval en Haïti, musiques et poèmes composés pendant la guerre à El Salvador, jeux de mots et réinterprétations de prophéties au Cambodge, poésie orale comme outil traditionnel de circulation de l'information et de mobilisation en Somalie... En fonction de chaque terrain, j'ai sélectionné les modes d'expression les plus signifiants dans chaque société, vérifié l'usage qui en avait été fait au moment des interventions onusiennes et, le cas échéant, essayé de comprendre les représentations collectives (sachant que celles-ci ne sont pas toujours de l'ordre de l'explicite) et les pratiques qui se trouvaient ainsi révélées.⁹ Abouties ou non, ces recherches sont le signe de l'attention extrême qu'il convient d'apporter à la multiplication des occasions d'observation et à la diversification des sources, en particulier dans des pays où, à défaut de sondages, ce qui est présenté comme constitutif d'une opinion générale renvoie trop souvent aux perceptions, voire aux fantasmes du seul analyste ou observateur...

Il est une difficulté additionnelle que les analystes partagent avec les praticiens lorsqu'ils travaillent sur des terrains conflictuels et post-conflictuels : la plupart des informations clés concernant le conflit sont difficiles à obtenir ou alors sont manipulées. Les statistiques concernant les flux de réfugiés, par exemple, sont l'objet de tractations et d'interprétations (voire de manipulations) diverses entre les autorités locales, les belligérants, les gouvernements occidentaux, les organisations humani-

9. Pour toute cette partie de ma recherche, j'ai bénéficié de l'expérience et des précieux conseils de Denis-Constant Martin qui travaille et promeut, depuis de nombreuses années cette approche « culturelle » du politique. Voir notamment Denis-Constant Martin (dir.), *Sur la piste des OPNI (Objets politiques non identifiés)*, Paris, Karthala, 2002.